

# Réseau Capacitation Citoyenne

*Etude-Action pour la formation des habitants à la gestion urbaine et sociale de la ville*

Auto-Construction dans l'agglomération grenobloise

Réseau Capacitation Citoyenne

**Réaliser avec  
d'autres son  
projet de vie,**

**projet d'Auto-Construction  
dans l'agglomération  
grenobloise**



Préambule	1
-----------	---

---

Le projet d'Auto-Construction de l'agglomération grenobloise	5
---	---

---

Le projet et le réseau Capacitation Citoyenne	9
--	---

---

*Compte rendu des rencontres du groupe de projet d'auto-construction et du réseau Capacitation Citoyenne de mai et juin 2000.*

Echelles de Territoire	10
<i>De l'agglomération au quartier</i>	

Publics	14
<i>Les potentialités des personnes compensent la faiblesse de leurs ressources financières</i>	

Projet et transformation des participants	18
<i>Mobilisateur d'énergie et vecteur de mise en mouvement</i>	

---

<b>Animation</b>	<b>26</b>
<i>Savoir s'effacer quand le groupe s'affirme</i>	
<b>Règles</b>	<b>31</b>
<i>« Se constituer en association, moment privilégié pour définir ce que l'on veut faire ensemble »</i>	
<b>Influence sur l'action publique</b>	<b>35</b>
<i>Un renversement du partenariat. Les habitants "maître d'ouvrage"</i>	

---

## Préambule

**C**e livret fait partie d'une série. Il est une des cartes d'identité du réseau constitué dans le cadre de notre étude-action. Celle-ci met en relation, pour qu'elles se fécondent réciproquement, des expériences de formation à la gestion urbaine et sociale de la ville, menées au Brésil, au Sénégal et en France.

A Fortaleza au Brésil, en réponse à une demande d'organisations de base, le "Cearah Periferia", une ONG locale, a mis en place une formation de leaders de quartiers populaires pour leur permettre de devenir des interlocuteurs crédibles sur les questions urbaines.

Au Sénégal, des associations, notamment les “Associations Sportives et Culturelles”, qui ont pris en charge une part importante des responsabilités qui devraient être assumées par l’action publique, se regroupent pour créer autour du “CERPAC” un centre de ressources, de formation et d’échanges.

En France, les populations engagées dans des processus collectifs ne formulent que rarement des demandes explicites de “formation”. En revanche, certaines s’interrogent sur les moyens qui favorisent et améliorent leurs capacités à intervenir et participer à l’action collective, sur les chemins qui permettent à l’individu isolé d’être mieux armé pour pouvoir intervenir avec d’autres dans un projet social.

Nous n’avons pas trouvé dans la terminologie française le mot qui corresponde à ce type de processus. Mais les Brésiliens et les Sénégalais utilisent pour cela le terme de “capacitation citoyenne”, c’est-à-dire une démarche qui permet aux gens de renforcer et développer leurs capacités à exercer leur rôle de citoyen.

C'est donc à partir de cette notion que nous avons questionné des dispositifs de participation et de formation au Brésil, au Sénégal et en France pour révéler ce qui, dans leur mode d'action, contribue à une "capacitation citoyenne" pour améliorer les capacités des participants à transformer leur rapport personnel à l'implication dans des projets collectifs, voire même dans la gestion urbaine globale.

Des travaux préalables nous ont permis d'élaborer une série de questions :

- rencontres avec des dispositifs dans l'agglomération grenobloise et dans le Nord-Pas-de-Calais ;
- séminaire à Guédiawaye dans la banlieue de Dakar, avec des acteurs du Nord-Pas-de-Calais, de l'agglomération de Grenoble, de Fortaleza, de Porto Alegre ;
- auto-évaluations de "Ville et Participation Citoyenne" à Dunkerque et de "l'Atelier de Travail Urbain" à Grande-Synthe.

Nous avons ensuite rencontré les différents dispositifs deux ou trois fois, sur la base de cette liste de questions. La série de livrets est le résultat de ce travail mené par chacun des groupes rencontrés.

Après une présentation succincte de leur expérience, son contexte, son origine, son fonctionnement, le public touché..., une seconde partie restitue leurs débats à partir de la grille de lecture, sans interprétation.

Les participants à l'élaboration de ces livrets sont différents selon les dispositifs étudiés. Ce sont parfois tous les participants du dispositif, plus souvent quelques volontaires. Ils rassemblent quelques fois aussi des élus ou des professionnels, mais plus souvent seulement des "habitants" ou des membres d'associations.

Un livret final, élaboré après une rencontre générale de représentants de tous les dispositifs étudiés, propose une synthèse et une interprétation concluant l'étude-action.

La coordination de l'étude-action





# Le projet d'Auto-Construction de l'agglomération grenobloise

**L**e projet s'inspire des programmes de construction d'habitat, réalisés dans les quartiers populaires de Fortaleza et São Paulo au Brésil mais aussi d'expériences britanniques ou françaises qui permettent aux ménages désireux d'accéder à la propriété de se regrouper et de s'organiser collectivement pour construire leur maison.

Ce système permet aux ménages modestes d'accéder au logement à des coûts moins élevés que les coûts du marché. De plus, il ressort de ces expériences qu'elles apportent des réponses originales qui favorisent le développement des compétences, l'insertion par le travail, la création d'activités et de revenus, la re-dynamisation des personnes et l'organisation collective des habitants.

Très intéressée par cette nouvelle manière de faire qu'elle avait pu voir au Brésil, Martine Toulotte de l'Agence d'Urbanisme de la Région Grenobloise entreprit de faire le tour des associations, des communes et des institutions pour les convaincre de tenter une telle expérimentation dans l'agglomération grenobloise. Patricia Ospelt, conseillère en économie sociale et familiale chez un bailleur social, l'aïda à convaincre Annie Deschamps, première adjointe de Grenoble, et Jean- François Parent, président de l'OPALE, organisme de

logements sociaux. Fortes de ce soutien, et rejointes par Oum el Kheir Nafa, architecte vivant dans les logements sociaux de Villeneuve et ayant des liens avec beaucoup de familles, elles commencèrent à contacter des habitants et à leur parler du projet.

---

*Le projet s'inspire d'expériences menées dans d'autres pays comme ce quartier en auto-construction en "mutirao" à São Paulo, Brésil, qui pourra être habité dans les 6 mois.*



En quelques mois, fin 1999 et début 2000, cette dynamique a pris dans l'agglomération.

Cette démarche qui s'est construite avec les habitants a été facilitée par le travail d'une équipe de la Communauté Urbaine de Dunkerque, investie depuis trois ans sur un projet semblable, qui, de son côté, mène certaines études de faisabilité financière, juridique et architecturale.

# Le projet et le réseau Capacitation Citoyenne

Compte rendu des rencontres du groupe de projet d'auto-construction et du réseau Capacitation Citoyenne de mai et juin 2000.

---

*Quelques membres du groupe en train de discuter du projet.*



# Echelles de Territoire

---

*De l'agglomération au quartier*

**L**e groupe ne souhaite pas se limiter à certains territoires, mais plutôt explorer les possibilités existant sur l'agglomération. De plus, lors des contacts avec la commune de Grenoble, Annie Deschamps, première adjointe qui est aussi vice-présidente de la Communauté d'Agglomération, a estimé que ce projet partant d'une initiative d'habitants, relevait complètement des objectifs du Contrat de Ville, que Grenoble était donc prête à se mobiliser pour chercher un terrain, mais qu'en même temps d'autres communes du Contrat de Ville d'Agglomération pouvaient être intéressées. Une délégation du groupe a rencontré cinq communes, Echirolles, Saint-Martin-d'Hères, Eybens, Sassenage et Meylan. Toutes ont manifesté un profond intérêt, ce qui ne signifie pas que chacune soit en mesure de proposer un terrain, les possibilités foncières de l'agglomération étant très limitées.

La faisabilité du projet sur des terrains ciblés a fait l'objet de premières réunions, à Grenoble, sur le quartier Teisseire, à Echirolles, sur le quartier Viscose, à Eybens, sur le quartier des Ruires. Ces éventuels sites d'implantation sont très différents .

Première possibilité, Teisseire, cité de logements HLM appartenant à un seul bailleur, l'OPALE, tours et petits immeubles "boîtes à chaussures" de quatre étages construits au milieu des années 60, est en pleine restructuration urbaine dans le cadre d'un Grand Projet de Ville. Ce projet va profondément modifier le quartier, avec le redécoupage de l'espace public, la création de mini-résidences, la démolition de tours et la diversification des types de logements par l'implantation de nouveaux programmes de logements en accession.

Deuxième possibilité, Viscose est une ancienne cité-jardin ouvrière des

années 30, avec ces grosses maisons abritant quatre appartements. Elle a été rachetée à l'usine Viscose par un bailleur social, l'OPAC de l'Isère, qui a réhabilité les logements, réaménagé les espaces publics, et implanté des programmes neufs.

Troisième possibilité, Les Ruires, quartier récent, assez diversifié, d'individuels et de petits collectifs en location sociale et en accession, est situé en lisière d'une colline.

Cette ouverture des champs du possible oblige le groupe à repenser la stratégie globale. Il s'était constitué pour un projet d'auto-construction sur un terrain qu'il recherchait. Désormais, il ne s'agit plus de se mobiliser sur un seul terrain et de résoudre au fur et à mesure les différents problèmes fonciers, financiers, juridiques, techniques qui se posent dans un projet d'auto-construction. La nouvelle question devient, comment débloquer plusieurs



opérations possibles sur plusieurs communes, comment constituer de nouveaux groupes d'auto-construc-teurs pour répondre à l'offre dégagée. Cette évolution du projet d'origine peut se révéler un enrichissement, puisqu'on ne se retrouverait pas avec une seule petite opération, mais on aurait des expérimentations diverses au niveau de l'agglomération, ce qui accroît la reproductibilité. En revanche, le risque est de disperser l'énergie du groupe sur plusieurs sites, de décourager la volonté des auto-construc-teurs devant une opération qui risque de traîner en longueur, et de se retrouver, le jour où le foncier est débloqué, sans candidat à l'auto-construction ! Il faut tenir les deux bouts de la chaîne, avancer sur un projet concret, tout en en négociant avec d'autres communes.

# Publics

---

*Les potentialités des personnes compensent la faiblesse de leurs ressources financières*

**L**es personnes contactées ont été repérées, par l'un ou l'autre membre de l'équipe d'animation, comme aptes à "entrer en mouvement", comme capables d'initiatives, si on leur propose une perspective mobilisatrice. Elles vivent, depuis plusieurs années, en HLM et disposent de peu de ressources financières. Ce qui caractérise ces familles, c'est que malgré leurs difficultés, elles ont toujours évité le piège de l'assistanat et gardé une attitude très dynamique. Au début, ce sont les femmes qui se sont le plus mobilisées, sans doute parce qu'il s'agissait d'un projet personnel et familial. Ces femmes en ont parlé chez elles, en famille.

Lorsque le projet a pris une tournure crédible, et en particulier lorsqu'en mars, les habitants ont reçu chez eux une invitation à une réunion officielle à laquelle participaient plusieurs élus et bailleurs sociaux, les maris ont réalisé qu'il se passait quelque chose de

sérieux. Certains participent, maintenant, au groupe, d'autres délèguent leur femme et se concertent avec elle, avant ou après. Aujourd'hui, les futurs auto-constructeurs sont dix, représentant cinq familles. Agés d'une quarantaine d'années, français, mais pour la plupart d'origine étrangère, maghrébine, et latino américaine, ils voient dans cette perspective la possibilité de faire le lien entre leur origine culturelle et leur insertion actuelle.

De plus, à mesure que se construit le groupe et que se déroulent les rencontres avec les communes et les bailleurs, émerge un nouveau défi : montrer à ces différents interlocuteurs ce dont sont capables des habitants, si s'ouvre une brèche qui leur permette d'avoir une vraie place et de mieux s'enraciner. Ce groupe est appelé à évoluer, lorsque les opportunités foncières se dégageront. En fait, l'équipe a dû gérer une difficulté qui l'a peut-être conduite à fermer le groupe de départ

trop rapidement. Les premières familles ont immédiatement été très motivées et ont voulu rapidement faire venir d'autres familles proches. L'équipe, qui est dans une démarche exploratoire dont elle sent les difficultés, a eu peur de se retrouver dans une situation incontrôlable et de faire naître des espoirs sans être en mesure d'y répondre. Le groupe s'est provisoirement refermé mais se pose déjà la question de sa réouverture.

Cette discussion a surgi à plusieurs reprises. Lors de la prise de contact avec les communes, pour voir avec elles le foncier disponible, où il est apparu clairement que des familles vivant dans les futurs quartiers d'implantation du projet pouvaient se porter volontaires à l'auto-construction. Et lors du débat en interne sur les statuts et en particulier sur la qualité des personnes qui pouvaient devenir membres de l'association : comment ouvrir prioritairement l'association à des familles venant d'HLM et disposant de peu de

ressources ? Ne risquait-on pas de créer un mini ghetto ? Comment montrer la volonté de mixer socialement l'opération ? Comment formuler dans les statuts que ce projet n'est pas seulement un moyen de se construire un logement pas cher, mais qu'il y a aussi une dimension d'aide mutuelle ? Comment faire pour que ce projet réponde aux objectifs affichés par Samira à la réunion avec les élus, le 9 mars :

*« Nous, on est très clair : on veut que notre projet soit ouvert à divers types d'habitants, tant au niveau revenus que provenance sociale. Si on veut ce projet, ce n'est pas seulement pour construire notre maison, mais pour réaliser un projet ensemble. »*

# Projet et transformation des participants

*Mobilisateur d'énergie et vecteur de mise en mouvement*

Il s'agirait en quelque sorte de la réalisation de "sa maison". Pourtant ce terme ne satisfait pas le groupe : il ne rend pas compte des liens entre projet personnel et projet collectif, il enferme dans un type de réponse architecturale et dans une symbolique purement individualistes. Les termes, "logement", "appartement", "habitat", se révèlent tout aussi inadéquats, étant trop plats et porteurs d'aucun désir, d'aucun rêve.

Le groupe est à la recherche du mot qui pourrait concrétiser l'ensemble du projet. Peut-être, il lui faudra créer un mot comme au Brésil, où le "mutirao" évoque une activité complexe, en l'occurrence celle d'habitants sans toit, qui s'auto-organisent pour réaliser par eux-mêmes leur mini-quartier, en demandant le concours technique et financier d'ONG. Bien que l'on soit dans un contexte très différent, là aussi, le projet a une dimension globale, que le groupe perçoit, mais dont il n'a pas

encore eu l'occasion de mesurer tous les contours, qu'il découvrira au fur et à mesure de l'avancement. Il concerne le projet de vie actuel et futur, les relations des différents membres de la famille, le mode de solidarité avec le reste du groupe, les ressources qu'on peut mobiliser, les processus de formation envisagés pour permettre une meilleure insertion professionnelle, le temps qu'on pourra consacrer à l'auto-construction, etc.

---

*Maisons auto-construites en Angleterre. Le groupe de projet va entrer en contact avec les auto-constructeurs pour s'appuyer sur leur expérience.*



Dès que les habitants ont entendu parler du projet et même avant la toute première réunion du groupe, l'impact a été très fort, impact dont des traces écrites ont été gardées, à travers des entretiens individuels réalisés par Oum el Kheir Nafa. Ce recueil de paroles s'est déroulé dans des conditions de grande confiance, dans la mesure où Oum el Kheir faisait partie du petit groupe d'initiatrices et était prête à se lancer, elle-même, dans l'aventure.

Les personnes évoquent tout d'abord la situation dans laquelle elles se trouvent, assignées à résidence, dans un quartier qu'elles ne peuvent plus quitter et locataires d'un logement qu'elles ne peuvent transformer à leur façon, car il ne leur appartient pas.

*« Quelquefois on étouffe ici. On a envie de quitter, de partir, de voir autre chose. Mais, bon, on se résigne parce qu'on n'a pas beaucoup de choix et l'on reste là, on attend, on attend... Je suis un peu ulcérée par ce mot "intégrer". En fait, on nous*



désintègre lorsqu'on va faire une demande de logement. Un ouvrier qui a 5000 F par mois, de toute façon, il n'a plus de choix que Teisseire, Villeneuve ou Mistral. Même si au centre ville, il y a de petits appartements, des F3 à 2000 francs, on n'y a pas droit ! »

« On nous dit qu'on est français, quand même ne serait-ce que pour avoir un logement social, on nous fait toujours des histoires pour en avoir un. Toujours, toujours, toujours ! »

« J'ai plein d'idées, plein de projets, mais je me dis : bon, j'aimerais bien enlever ça, mais c'est pas à nous ! »

Le rêve s'ébauche, se précise, on en discute en famille.

« Ce qui est important pour moi (dit Susanna), c'est surtout d'avoir un logement pas trop cher, et un logement comme j'aime avec une certaine indépendance et de la place. Mais Marcos, mon mari, il veut faire plein de choses. Il fera même une sorte de maquette pour construire à sa façon. Par exemple, il rêve d'une cuisine américaine. Il me dit - Je ferai ça pour recevoir les invités, que ce ne soit pas des parties séparées, pour plus de convi-

vialité, comme ça si tu fais de la musique, tu vois quelqu'un qui fait une spécialité. »

« On a très envie d'avoir un chez soi, même en appartement et avoir un petit jardin, pouvoir sortir. Travailler la terre pour moi, c'est quelque chose d'essentiel. »

Se mettre à plusieurs, apporter son temps, ses forces, ses capacités, apparaît un moyen de passer du rêve à la réalité.

« Je me dis que seule, je ne pourrais pas avoir ma maison, ça me serait impossible. Si on est dans son petit coin, on ne peut pas faire grand-chose si on n'a pas d'argent, mais si on est plusieurs, c'est plus accessible. »

« Bon, des projets, on en a, mais on n'a pas les moyens. Ce serait idéal de construire pas cher et pouvoir apporter ce que l'on sait faire. Mon mari, il ne rêve que de ça et il dit : si je pouvais n'avoir que les murs, je ferais tout le reste. Tu sais, on a des amis qui ont des maisons et c'est lui qui a fait toute l'installation électrique, le chauffage et plein de choses. Il l'a fait en tant qu'ami. Il y a passé des week-ends complets parce que c'est une chose qui lui plaît »

Dès son origine, avant même que les candidats à l'auto-construction ne se soient rencontrés et aient commencé à travailler ensemble, le projet est perçu dans sa double dimension, individuelle et collective.

*« J'ai envie d'avoir comme on dirait, une communauté de vie. Chacun est chez soi, mais on peut se rencontrer, se retrouver et partager. »*

*« Si on veut construire ensemble, il faut construire un groupe déjà. Il faut apprendre à connaître les gens et à s'entendre avec eux. »*

Marcos va même plus loin en affirmant :

*« La force de notre projet, c'est d'abord de faire un groupe solidaire. »*

S'investir dans ce projet, c'est aussi échapper à la politique d'assistanat, au marquage social, c'est s'affirmer face aux institutions, exiger le respect, retrouver une certaine dignité.

*« Il faut que les autorités apprennent à nous regarder autrement, qu'elles arrêtent de nous*

*mettre dans une catégorie, qu'elles voient qu'on peut maîtriser ce projet sans se faire récupérer. »*  
*« Si seulement les institutions pouvaient sentir cette envie qu'ont les gens de tout remettre en question, de repartir, si elles pouvaient sentir que les gens sont capables de donner énormément d'eux-mêmes et même de se re-motiver pour retrouver un emploi, pour se construire un lieu de vie où ils soient bien. »*

Les habitants interviewés et qui se montrent prêts à s'investir n'ont entendu parler du projet que depuis un mois, au moment où Oum el Kheir Nafa recueille leur parole. On s'aperçoit du formidable espoir que ce projet a immédiatement fait naître. Cette ouverture d'un possible qui permettrait de concrétiser un rêve a libéré chez chacune et chacun une énergie qui est en fin de compte l'atout le plus fort du projet.

*« Moi, je dis que c'est nous qui devons bouger. Si nous bougeons les choses, si nous nous mobilisons, on peut y arriver. Je sens que du moment qu'on*

*est dans le mouvement, on doit suivre le mouvement et c'est lui qui va nous donner l'étape à suivre. C'est comme un enfant quand il commence à marcher. Subitement, il met l'autre pied et il continue à marcher. Pour moi c'est pareil ce projet. »*

*« On est rentré dans un mouvement, dans quelque chose de nouveau. Ce but nouveau, ce n'est pas uniquement avoir la maison, mais accomplir tout ce potentiel qu'il y a en nous et la construction est la concrétisation de tout ça. On se construit nous-mêmes, à partir de tout le potentiel qu'on a et en même temps, on construit la maison »*

# Animation

---

*Savoir s'effacer quand le groupe s'affirme*

**C**e positionnement des habitants n'est pas le fruit du hasard. L'équipe, à l'initiative de la démarche, est composée de trois personnes profondément convaincues, par leur itinéraire personnel et socio-professionnel, que les institutions françaises, ne laissant aucune part à l'initiative collective des habitants en situation précaire et au contraire, individualisant chaque "cas", contribuent à placer et maintenir les individus en situation de dépendance et d'assistanat.

Ces trois personnes de l'équipe, chacune dans des contextes différents, avaient pu mesurer qu'il existe d'autres manières de faire, porteuses de dynamique sociale. Elles étaient prêtes à se mobiliser pour convaincre les élus et expérimenter une démarche qui, s'appuyant sur le potentiel des habitants, propose une alternative aux politiques d'aide individualisée.

Martine Toulotte de l'Agence d'Urbanisme, à l'occasion d'un séjour au Brésil organisé avec des élus, des professionnels et des habitants français autour des questions de participation, a découvert les formidables capacités d'organisation des habitants des "favelas", qui pour résoudre leur problème de logements se mettent ensemble pour construire de petits quartiers équipés. Les professionnels des ONG, sociologues, économistes, urbanistes, architectes, apportent leur concours à

---

*Femmes de São Paulo, Brésil, en train de finir leur maison.*



ces réalisations, mais c'est le collectif d'habitants qui fait appel à eux, ce qui inverse le rapport professionnels / habitants que nous connaissons en France. De retour, elle entreprit de convaincre les élus pour qu'ils laissent un espace qui permette de conduire une telle expérimentation

Patricia Ospelt, conseillère en économie sociale et familiale dans un organisme de logement social, chargée de récupérer les loyers auprès de familles en dette, est confrontée à la paupérisation généralisée des locataires HLM. Elle a rencontré chez certains d'entre eux une grande capacité de résistance alliée à un refus systématique de recourir à l'assistanat. Persuadée qu'il est possible de partir du potentiel des locataires, qu'un projet d'auto-construction en aide mutuelle peut, dans certains cas, représenter un type de solution, et ayant eu connaissance du projet, elle s'est fortement investie, à titre personnel.



Oum el Kheir Nafa, architecte, a aidé, en Algérie, des groupes d'habitants à revenus modestes à s'organiser en coopératives immobilières et à auto-construire un habitat plus humain que les grands ensembles. En France, depuis 1993, elle constate au quotidien le mal-être dans les quartiers d'habitats sociaux et ce malgré les moyens consentis par l'Etat. Sa rencontre avec Martine et Patricia lui donne l'occasion d'être collectivement une force de proposition et d'action à partir des initiatives des habitants les plus concernés

Cette petite équipe n'a pas abordé l'auto-construction en privilégiant l'approche technique. En effet, le travail a commencé avec les habitants, alors que les obstacles fonciers, financiers, juridiques sont loin d'être levés. Le choix qui a été fait sciemment par l'équipe responsable a été d'avancer pas à pas en accompagnement du groupe d'habitants et d'aider celui-ci à se

constituer en “maître d’ouvrage”. Cela veut dire que toutes les difficultés techniques, toutes les avancées sont discutées en interne de même que la préparation des réunions avec les élus et les bailleurs, de telle manière que les habitants puissent présenter eux-mêmes le projet et être directement les véritables interlocuteurs, l’équipe d’animation s’effaçant et apparaissant en soutien.

Cette approche a été facilitée par l’Agence d’Urbanisme qui a compris l’enjeu, c’est-à-dire un nouveau mode de gestion urbaine, où les citoyens sont dès le départ mis en situation de partenaires. Elle appuie la démarche, considérant que ce type d’expérimentation fait partie de ses missions, organisant et animant des réunions habitants - élus - bailleurs, acceptant qu’une chargée d’études s’investisse sur le projet, avant même que des financements d’étude aient été trouvés.

*« Se constituer en association, moment privilégié pour définir ce que l'on veut faire ensemble »*

**L**e groupe a tout de suite mis en place quelques règles simples de fonctionnement :

- des rencontres le soir, tous les quinze jours, à tour de rôle chez chacun, un ordre du jour fixé en début de réunion,
- une présidence qui se dégage quand la discussion s'échauffe,
- des comptes rendus de ces séances rédigés à tour de rôle,
- des contacts avec ceux qui n'ont pas pu assister à la rencontre bi-mensuelle, des rendez vous avec les différents partenaires pris aux heures de plus grande disponibilité de la majorité,
- une diffusion de l'information systématique à tous pour éviter que certains soient sous-informés.

Les contraintes familiales et professionnelles très diverses des uns et des autres qui se retrouvent avec des horaires de travail dispersés, le jour, le soir, la nuit, ou même irréguliers, rendent difficile le fonctionnement

collectif, mais sont inhérentes au type de population concernée. Parmi les participants, on trouve des militants de quartier, mais aussi d'autres personnes qui découvrent ces règles élémentaires pour qui veut avancer, et se les approprient vite.

Rosemonde a évoqué rapidement la nécessité de se mettre en association, « *pour être plus forts, et pour bien définir ce qu'on veut* ». Cet objectif est apparu assez juste à tout le groupe, mais ne put se concrétiser dans l'immédiat, d'autres tâches mobilisant les forces disponibles, recherche de terrains, contact avec les communes, etc. Au début de l'été 2000, les discussions autour de l'association commencent et, au jour d'aujourd'hui, ne sont pas finies. Le dispositif pour l'instant envisagé est une association mère pour l'auto-construction. Elle serait la principale interlocutrice des pouvoirs, chercherait les terrains, fédérerait les futurs auto-constructeurs.

Si au bout de quelque temps, une volonté politique municipale prend corps, si une opportunité foncière se concrétise, un petit groupe d'auto-constructeurs qui veut réaliser une opération sur ce site s'auto-organise, choisit la meilleure formule juridique pour réaliser le projet, coopérative ou autre. Il acquiert son autonomie, devient maître de ses décisions, mais ses membres continuent à être dans l'association mère, si bien qu'au bout de quelques années, l'association devrait réunir des personnes qui sont à divers stades de réalisation et qui peuvent s'entraider.

Des discussions assez passionnées sont en cours autour de quelques articles des statuts, l'objet de l'association, les adhérents, la composition du conseil d'administration. Comment et jusqu'où affirmer un projet qui marie objectif personnel, conception et construction de son logement, et objectif collectif, reconnaissance d'un droit et d'une

capacité d'un groupe d'habitants à réaliser par leur propre moyen et en s'entraînant leur projet d'habitat ? Comment proposer l'adhésion à des personnes qui partagent ces valeurs et ne viennent pas seulement pour leur bien-être personnel ? Comment, au sein du conseil d'administration, donner la majorité aux futurs auto-constructeurs tout en préservant le poids des initiateurs du projet qui en défendent la philosophie ? Quelle place donner à la puissance publique, de telle manière qu'elle ne soit pas en position dominante ?

La mouture finale des statuts doit être adoptée en septembre. Quelles que soient les solutions retenues, ce sont ces préoccupations qui ont été au cœur du débat. Pour laisser un peu de souplesse et pouvoir s'adapter à un contexte changeant, il a été prévu d'adopter certaines mesures en règlement intérieur, plus facile à modifier.

# Influence sur l'action publique

*Un renversement du partenariat. Les habitants "maître d'ouvrage"*

**C**e qui est la marque de ce projet, c'est le positionnement affirmé et volontaire des habitants, dès leur premier contact avec les institutions.

*« Comment convaincre les élus ? Moi, je trouve que du moment que c'est le groupe d'habitants qui va présenter le projet, on aura beaucoup de force et l'on y arrivera. »*

Cette remarque de Samira, lors de son entretien avec Oum el Kheir en janvier, a été développée devant les élus à la réunion du 9 mars par Rosemonde :

*« Nous souhaitons au maximum pouvoir mener l'ensemble de la démarche par nous-mêmes (bien sûr, avec un soutien institutionnel) et sortir d'une politique où d'autres décident pour nous. Nous sommes très motivés et prêts à nous investir dans la durée. »*

Dans les réunions internes du groupe, Adam a même dit :

*« Nous devons nous comporter comme un maître d'ouvrage. »*

Cette attitude résolue et dynamique des habitants fait dire à Annie Deschamps, première adjointe de Grenoble et vice-présidente de la Communauté d'Agglomération :

*« Ce projet est non seulement intéressant par les réalisations qu'il propose, mais aussi par la force symbolique qu'il véhicule, qui en quelque sorte marque une rupture avec les modes traditionnels de conception où les mairies et les bailleurs sociaux font ce qui leur paraît bon pour les habitants. Le Contrat de Ville d'agglomération, qui rassemble les communes et les autres partenaires, dont les bailleurs sociaux, me paraît un cadre propice à une telle innovation qui nous sort de la gestion traditionnelle dont nous voyons les insuffisances. »*

La détermination des habitants, affichée à la réunion du 9 mars, a fait que les élus de Grenoble ont, dans la foulée, retenu cette action au Contrat de Ville de Grenoble et l'ont soutenue au



Contrat de Ville d'Agglomération, suivis en cela par Eybens et Echirolles.

L'impact a aussi été très fort sur les bailleurs sociaux présents qui ont invité le groupe d'habitants à venir présenter, en avril, leur projet au conseil d'administration de "Absise", association qui regroupe tous les bailleurs sociaux du département. Lors de ce conseil d'administration, deux habitantes ont présenté le projet et ont emporté l'adhésion des bailleurs sociaux qui ont souligné :

*« Ce qui est intéressant dans votre projet, et sur lequel vous devez rester fermes, c'est votre volonté de vous présenter en tant que maîtrise d'ouvrage. » Ils ont aussi promis que leurs services, juridique, financier, et technique, « donneraient un coup de main. »*

Par-delà son propre projet d'auto-construction, le groupe, fortement critique par rapport aux relations qu'entretiennent les bailleurs avec

leurs locataires, souhaite aussi que son action entraîne ces derniers à s'interroger sur leur mode de gestion, message qu'ils ont fait passer et que le président de l'OPALE a retraduit comme suit :

*« En tant que maître d'ouvrage, cela vient interroger notre manière de produire du logement neuf, au moment où nous voyons qu'il faut absolument diversifier nos modes opératoires, et chercher de nouvelles solutions pour nous adapter à la diversité de notre clientèle et à l'évolution des trajectoires souhaitées. Une recherche dans cette direction nous oblige à innover socialement, mais aussi techniquement. »*

\*\*\*

**Ont participé aux réunions qui ont permis la production de ce livret :**

Marcos Alegria Rivera, Susanna Alegria Rivera, Olivier Dugast, Samira Hellal, Adam Nafa, Rosemonde Lafaille, Oum el Kheir Nafa, Patricia Ospelt, Martine Toulotte.

**Rédaction du livret :** Martine Toulotte  
entretiens réalisés par Oum el Kheir Nafa

**Contacts :** Patricia Ospelt  
10 Impasse Albert Samain  
38 400 Saint Martin d'Hères  
Tél. : 33(0)4 76 24 24 71  
e mail yves.delmonte3@fnac.net

Oum el Kheir Nafa  
60 Place des Géants Apart 2414  
38 100 Grenoble  
Tél. : 33(0)4 76 23 00 28  
e mail oumelnafa@excite.fr

Martine Toulotte  
7, rue Léon Jouhaux  
38 100 Grenoble  
Tél./Fax : 33(0)4 76 51 85 88  
e-mail : martine.toulotte@wanadoo.fr

## L'équipe du réseau Capacitation Citoyenne :

**AGUR** (Agence d'Urbanisme  
de la Région Flandres Dunkerque)  
e-mail : com.agur@netinfo.fr  
Tél. : 33(0)3 28 58 06 30

Jean Ysebaert  
38, quai des Hollandais  
59 140 Dunkerque  
Fax : 33(0)3 28 59 04 27

**arpenteurs**  
e-mail : arpenteurs@free.fr  
Tél. : 33(0)4 76 53 19 29  
Fax : 33(0)4 76 53 16 78

Pierre Mahey  
9, place des Ecrins  
38 600 Fontaine

**AURG** (Agence d'Urbanisme  
de la Région Grenobloise)  
e-mail : martine.toulotte@wanadoo.fr  
Tél. : 33(0)4 76 28 86 00

Martine Toulotte  
21, rue Lesdiguières  
38 000 Grenoble  
Fax : 33(0)4 76 28 86 12

**CERPAC** (Centre d'Etudes et de Recherches  
Populaires pour l'Action Citoyenne)  
Tél. : (00)22/18 37 12 10

Sidiki Abdoul Daff  
e-mail : sidiki.daff@sentoos.n

**Periferia**  
e-mail : periferia@skynet.be  
Tél./Fax: (00)32/2 544 07 93

Patrick Bodart  
45, rue de Hollande  
B-1060 BRUXELLES

Conception graphique et réalisation : © « arpenteurs » 2000  
Toute reproduction autorisée sous réserve de citer la source.



# Réseau Capacitation Citoyenne

*Etude-Action pour la formation des habitants à la gestion urbaine et sociale de la ville*

Financement de l'Etude-Action :

Délégation Interministérielle à la Ville, UNESCO, Région Nord-Pas-de-Calais, Communauté Urbaine de Dunkerque.

Financement de l'impression :

Région Nord-Pas-de-Calais, Communauté Urbaine de Dunkerque, Agence d'Urbanisme de la Région Flandres Dunkerque.

